

GESTION DE CRISE & CHAÎNES CYBER : SYNTHÈSE DE L'ORGANISATION EUROPÉENNE ET FRANÇAISE LIÉE À LA SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

DISPOSITIFS CYBER



Organisation du Traité de l'Atlantique Nord OTAN

La NATO Communications and Information Agency (NCIRC), fournit aux pays de l'Alliance les moyens de communiquer. Elle est autant l'agence unique d'acquisition des moyens que l'opérateur interne Cyber de l'OTAN. La NCIRC lui est rattachée.



CCDCOE
NATO Cooperative Cyber Defense Centre of Excellence Tallinn, Estonia

La Capacité OTAN de réaction aux incidents informatiques, la NCIRC coopère étroitement avec le CERT-EU. Forte de quelques 200 experts, elle assure la protection des SI de l'Alliance en temps de paix et en temps de crise. D'ici 2023, un Centre des cyberopérations (CyOC) devrait être également intégré à la structure de commandement de l'OTAN.

Au sein de la DRM, le Centre de recherche et d'analyse cyber concourt à informer, éclairer, renseigner les autorités dans leurs décisions, notamment relatives aux opérations sur théâtres extérieurs.



Direction du renseignement militaire (DRM)

DGSE et DRSD assurent elles-mêmes la protection de leurs systèmes d'information, en plus de leurs activités de renseignement s'agissant des menaces et enjeux du secteur de la défense. La DRSD a également la responsabilité de la partie cybersécurité concernant les SI concourant à la dissuasion.



Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)



Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense (DRSD)



Rattachée à l'Etat-major des Armées (EMA), il faut souligner le rôle de la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI) qui est un service interarmées. Son centre d'audit de la sécurité des systèmes d'information (CASSI) et le SOC DIRISI sont notamment impliqués dans la défense des SI du ministère des Armées, qu'elle conçoit, développe et protège.

La DIRISI appuie le CPCO lors des opérations, mais également les 3 armées et les autres directions et organismes.



Direction générale de l'armement (DGA)



Sécrétariat général pour l'administration



RZSSI
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
SGZDS



COZ
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



COD



RSSI



PCO



MAIRIE



ARMEE DE TERRE



L'ensemble des états-majors, directions et services (EMDS) rattachés au ministère des Armées, animent chacun une chaîne SSI et LID. Placés sous l'autorité fonctionnelle d'un OGCYBER (OGCYBER Terre, Air, et ALCYBER pour la Marine). Les 3 armées disposent de centres techniques dédiés (ESIOC pour l'armée de l'Air, CSC pour la Marine, CTLD pour l'Armée de Terre) et de SOC travaillant en étroite collaboration avec le GCA/CALID et en mesure d'armer des GIC.



DIRISI

Le Conseil de l'Europe aide à protéger les sociétés contre les menaces de la cybercriminalité via la **Convention de Budapest**, qui reste encore aujourd'hui le cadre juridique international contraignant de référence pour les différentes législations nationales, mais aussi via son comité de la convention sur la cybercriminalité (T-CY) ou encore son bureau du programme sur la cybercriminalité (C-PROC).



CONSEIL DE L'UE
Commission européenne



définissant les procédures de coopération et d'échanges européens pour la gestion des incidents majeurs et des crises cyber. Le commissaire au marché intérieur est en charge du renforcement de la cybersécurité de l'Europe, la sécurité des réseaux et des systèmes d'information, des mécanismes d'urgence en cas de cyber-incident et le déploiement de l'unité commune pour la cybersécurité (Joint Cyber Unit).



En cas de crise ou incident majeur, la coordination pourra s'effectuer dans le cadre du système d'alerte rapide «ARGUS» au sein de la Commission, tandis que le Conseil de l'UE assurera la coordination politique via le dispositif intégré pour une réaction au niveau politique lorsque la crise comporte d'importantes implications liées à la politique extérieure ou à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), le système de réponse aux crises (SRC) du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) pourra être activé, tout comme les services de renseignement, INTGEN et EUMS INT, dans le cadre de la capacité unique du renseignement (SIAC).



enisa
European Network and Information Security Agency

* European Network and Information Security Agency

enisa
European Network and Information Security Agency

en